



COMMUNIQUÉ FINAL DE LA MISSION CONJOINTE DE SUIVI ET DE SOLIDARITÉ EN RÉPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

ONU, UNION AFRICAINE, CIRGL

Kinshasa, 12 juin 2019

Le Bureau de l'Envoyé spécial pour la région des Grands Lacs, ONU Femmes, l'Union Africaine et la CIRGL en partenariat pour une mission de suivi et de plaidoyer pour la promotion des questions de femmes, paix et sécurité.

Son Excellence Madame Catherine Samba-Panza, ancienne chef de l'État de transition de la République centrafricaine, coprésidente de FemWise-Africa a conduit du 09 au 12 juin 2019, une mission conjointe de solidarité et de plaidoyer pour la promotion des questions de femmes, paix et sécurité ; elle était accompagnée de l'Ambassadrice Eliane Berthe Mokodopo, Conseillère Genre, Femme et Enfant au Secrétariat Exécutif de la CIRGL ; madame Awa Ndiaye Seck, Représentante de ONU Femmes RDC ; madame Nene Bah, Conseillère Principale en Genre au bureau de l'envoyé spécial du Secrétaire Général des Nations Unies dans la région des Grands Lacs ; madame Altiné Traoré, Conseillère principale aux affaires électorales et la reconstruction post-conflit, Bureau de l'Union africaine pour le Burundi et la région des Grands Lacs ; madame Lina Ekomo, Présidente, Réseau Leadership Femmes RCA, Coordinatrice Femmes leaders paix.

Cette mission fait suite à la décision de la dixième réunion du Comité consultatif de la Plateforme des femmes de l'Accord-cadre de faire le suivi des missions de solidarité réalisées en Aout 2018. Elle résulte également de l'engagement soutenu des institutions régionales et internationales de mener des actions conjointes en vue de promouvoir la participation politique des femmes dans les instances de prise de décisions ainsi que dans le processus de consolidation de la paix. Elle intervient au lendemain du processus électoral en RDC et opportunément à la veille de la formation du nouveau Gouvernement. Par ailleurs, le timing est d'autant plus opportun qu'il résulte de l'évaluation menée par la Mission et les nouvelles autorités que le niveau de participation des femmes au politique n'a que modérément évolué. En effet, le taux de représentation à l'Assemblée Nationale est resté statique (10%) et le sénat enregistre un léger progrès car il passe de 4,6% en 2006 à 19% en 2018.

La Mission intervient également à la veille du 20ème anniversaire de l'adoption de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, paix et sécurité, ce qui constitue une occasion favorable pour renforcer la sensibilisation sur la participation inclusive, la prévention des conflits, la protection et le relèvement socio-économique de la population féminine.

Au cours de son séjour en RDC, la délégation a été reçue successivement par la Ministre du Genre, Enfant et Famille, qui de par sa fonction fait partie intégrante de la mission ; la Représentante a.i du Secrétaire Général des Nations Unies ; le noyau des femmes politiques et de la société civile ; la délégation des sociétés civiles du Nord-Kivu et Sud-Kivu ; les leaders religieux et traditionnels ; les femmes députées (nationales et provinciales), sénatrices, ministres, gouverneures et

mandataires des entreprises publiques ; les chefs des principaux regroupements politiques ; les animateurs du Centre Régional de Recherche et de Documentation sur les femmes, le genre et la construction de la paix dans la région de Grands Lacs ; le Coordinateur du Mécanisme National de Suivi ; la Présidente de l'Assemblée Nationale et la Première Dame.

Avant d'achever la mission, la délégation a été reçue par la plus haute autorité de la République, le Président Felix Antoine TSHISEKEDI avec qui elle a discuté de la participation politique des femmes. Pour atteindre l'égalité inscrite dans la constitution. Le Président et ses hôtes se sont entendus sur la nécessité de prendre en compte le quota pour parvenir à l'égalité et par voie de conséquence, la parité et ceci en dépit des défis d'ordre juridique

A cet égard, la mission a salué la proposition de la Présidente de l'Assemblée Nationale de faire une relecture des textes et lois pour y identifier des dispositions discriminatoires à changer. Un accent particulier a été mis sur la loi électorale qui nécessiterait une révision afin de répondre à l'impératif de participation pleine et égale de tous les citoyens, en particuliers les femmes, aux élections.

Les questions d'éducation des filles, de santé, d'autonomisation et de lutte contre les violences basées sur le genre ont été au centre des discussions entre la délégation et la Première Dame de la République. Elle a exprimé son engagement à contribuer aux efforts de plaidoyer pour une participation plus accrue des femmes et a promis d'être une ambassadrice auprès du Président de la République et des autres autorités du pays.

Avec les membres des sociétés civiles du Sud et Nord-Kivu réunis dans le cadre du plaidoyer pour la paix, la délégation a recueilli les différentes préoccupations sécuritaires dans la partie Est de la République qui ont des ramifications avec certains pays voisins. Les représentants (es) des sociétés civiles ont lancé un appel à la mission afin qu'elle soit leur interlocuteur auprès des autorités tant nationales, régionales qu'internationales pour le respect strict des accords d'Addis-Abeba.

La mission conjointe a, en outre, félicité les femmes congolaises pour leur mobilisation, livré un message de paix et de solidarité et a sensibilisé ses interlocuteurs sur la nécessité d'impliquer les femmes et les jeunes aux efforts de prévention et de résolution des conflits.

En matière de violence, la mission a exhorté les institutions étatiques à maintenir les standards de redevabilité par rapport aux violences sexuelles et basées sur le genre, ainsi que le renforcement du cadre juridique de lutte contre l'impunité.

La mission a noté l'importance de promouvoir la masculinité positive dans la région des grands lacs et a encouragé les acteurs institutionnels à devenir des champions du genre et a instruit ONU-Femmes, la CIRGL, L'UA et le Bureau de l'Envoyé spécial à prendre des initiatives pour un changement des mentalités dans ce sens.

La mission a quitté Kinshasa sur une note de satisfaction aux regards des assurances qu'elle a eue auprès des autorités congolaises.